



Plainte en cas de représailles mettant en cause le Protecteur du citoyen



Ce formulaire est destiné uniquement aux plaintes en cas de représailles **mettant en cause le Protecteur du citoyen**. Si votre plainte ne met pas en cause le Protecteur du citoyen, mais plutôt un autre organisme public, vous devrez effectuer des démarches auprès du [Protecteur du citoyen](#). C'est ce dernier qui est responsable du traitement des plaintes en cas de représailles à l'égard des autres organismes publics.

Qu'est-ce qui est considéré comme une mesure de représailles?

Des représailles, ce sont notamment :

- Le fait de déplacer, de suspendre, de rétrograder ou de congédier une personne ou de mettre fin à son stage.
- Le fait d'exercer à son endroit toute autre mesure disciplinaire ou qui porte atteinte à son emploi, à ses conditions de travail ou à son stage, y compris des mesures discriminatoires, ou de lui imposer toute autre sanction.

Consulter la section « [Actes répréhensibles](#) » du site web pour en savoir plus.

Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des informations et l'identité de la plaignante ou du plaignant. Les renseignements obtenus ou créés par le Commissaire à l'éthique et à la déontologie dans le cadre d'une vérification ou d'une enquête menée à la suite d'une plainte de représailles ne peuvent pas être communiqués au titre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Les représailles ou les menaces subies

Description des représailles ou des menaces

- **Identité de la personne qui aurait commis les représailles ou fait des menaces de représailles** (poste, direction)
- **Autres personnes possiblement impliquées** (collaborateurs, témoins)
- **Déroulement des événements** (actes commis, dates, lieux, conséquences)
- **Raisons qui vous amènent à porter plainte**

Si l'espace est insuffisant, veuillez utiliser les pages additionnelles à la fin du formulaire.

Vos coordonnées

Identification

Prénom

Nom

Titre ou fonction

Organisation

Téléphone (le jour)

Type de téléphone

Numéro de téléphone

(poste si applicable)

Adresse

Numéro civique et nom de rue

App./bureau

Ville

Province

Code postal

Courriel

Méthode de contact privilégiée

Documents à l'appui de votre plainte

Pour faciliter le traitement rapide de votre plainte pour cause de représailles ou de menaces, veuillez fournir en pièces jointes seulement les documents pertinents à la situation que vous dénoncez.

À noter : vous pouvez aussi nous faire parvenir vos documents par la poste.

Liste des documents

--

Autorisation et authentification

Autorisation

Par la transmission de ce formulaire, vous autorisez le Commissaire à l'éthique et à la déontologie à recueillir vos renseignements personnels, en vue de l'application de la *Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles*.

Envoyer le formulaire

Pour soumettre votre formulaire, téléchargez le fichier PDF et transmettez-le, ainsi que les documents pertinents :

- Par courriel à l'adresse : divulgationpc@ced-qc.ca
- Par courrier : 1150, rue de Claire-Fontaine
7^e étage, bureau 710
Québec (Québec) G1R 5G4

Description des représailles ou des menaces (suite)

- **Identité de la personne qui aurait commis les représailles ou fait des menaces de représailles** (poste, direction)
- **Autres personnes possiblement impliquées** (collaborateurs, témoins)
- **Déroulement des événements** (actes commis, dates, lieux, conséquences)
- **Raisons qui vous amènent à porter plainte**

Description des représailles ou des menaces (suite)

- **Identité de la personne qui aurait commis les représailles ou fait des menaces de représailles** (poste, direction)
- **Autres personnes possiblement impliquées** (collaborateurs, témoins)
- **Déroulement des événements** (actes commis, dates, lieux, conséquences)
- **Raisons qui vous amènent à porter plainte**